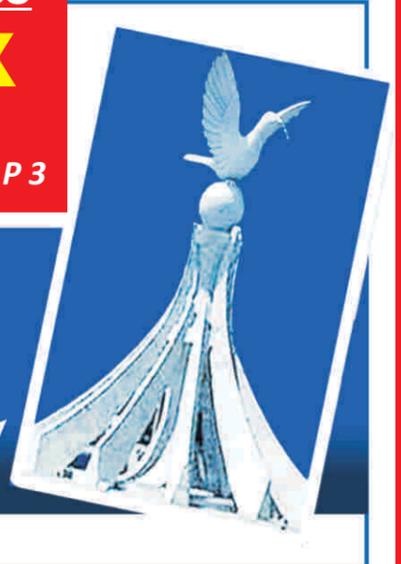


**AFRIATECH**  
 Archivage Numérique-GED - Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing  
 Web : www.afriatech.com E-mail : info@afriatech.com Tél. : +228 261-60-71 - Fax : +228 261-60-70  
 Objectif 2015 : **zéro papier !**

**Ostracisme au sein de l'opposition togolaise**

# DEUX COALITIONS, DEUX VISIONS, UNE ELECTION

P 3



# TR TOGOREVEIL

*Le pari d'une actualité qui réveille*



## Les dessous et leçons d'une manifestation interdite par les jeunes à Kara LE CST RATTRAPE PAR SES INCITATIONS A LA HAINE INTER ETHNIQUE

P 2

**Meeting avorté du CST à Kara**

### ABASS KABOUA PEINE A MOBILISER « CHEZ LUI »

P 3

**Erosion côtière dans le village de Kossi-Agbavi**

### MAISONS, PLACE PUBLIQUE, ET CIMETIERE

P 4

**Le Civisme Aujourd'hui**

### ARRÊTONS DE NOUS AMUSER AVEC LES NUMÉROS UTILES

P 6



### Projet « Vacances utiles »

## MME DOGBE ET LES JEUNES SONT DE RETOUR AVEC LES VALEURS CITOYENNES

P 5



Soutien aux serviteurs d'Allah en pleine période de carême

### LE CONSUL VICTOR SOSSOU SOUTIEN LE JEÛNE DES MUSULMANS DU MOYEN MONO

P 2

## Face à la nouvelle donne politique LA CPP PROPOSE UNE NOUVELLE LIGNE DE CONDUITE EN QUATRE AXES



La semaine dernière alors que se lançait officiellement la nouvelle coalition « Arc-en-Ciel », la Convergence Patriotique Panafricaine (CPP) était elle aussi face à la presse dans un cadre plus conviviale et propice aux échanges sur la situation politique et sociale au Togo.

Francis Mawouena EKON, président national de la CPP à l'issue du congrès de décembre 2011, était entouré pour la circonstance de deux de ces vice-Présidents en l'occurrence M. Cornélius AIDAM et Mme AGOUNKE Jeannine. Après avoir retracé le cheminement, la philosophie et les méthodes qui ont été ceux de la CPP depuis sa création le 15 Août 1999, le directoire du parti a clairement indiqué à ses hôtes que la CPP « s'inscrit dans une philosophie du dialogue irréversible et irrévocable, du respect mutuel et du grand pardon ». Ce déjeuner de presse aura également été l'occasion pour cette convergence, constituée à l'origine de quatre formations politiques, d'opérer un instructif retour dans les grands soubresauts de l'histoire politique du Togo, une histoire marquée par divers antagonismes et un manque de Real politik de la part de l'opposition démocratique, ce qui n'a pas permis d'atteindre l'alternance tant souhaitée.

A la veille d'importances échéances électorales que sont les législatives annoncées pour bientôt, la CPP a fait le constat que les tentatives pour former un gouvernement rassemblant les différentes sensibilités politiques ont échoué. Face à ce constat amer, le Président de la CPP déplore le fait que : « chaque fois que nous devons avoir le courage de poser un acte et l'expliquer au peuple, nous n'avons pas le courage. »

Face à la nouvelle donne politique accentuée par une crise sociale et économique de plus en plus préoccupante, la CPP tout en restant attachée à l'idée d'une alternance apaisée propose quatre axes de conduite aux togolais : D'abord apprendre à vivre ensemble, ensuite apprendre à travailler ensemble. Le troisième axe pose l'exigence d'une répartition équitables des richesses nationale et enfin la culture démocratique chez chaque togolais. Sur ce dernier point la CPP estime que : « la démocratie n'est pas réductible à la seule alternance à la tête de l'Etat. »

Les échanges ont permis aux participants à ce déjeuner de presse de mieux comprendre la position ce parti qui se positionne comme la quatrième plus importante force politique du Togo, quand l'on se réfère aux résultats des législatives d'Octobre 2007. Le CPP qui dit ne pas avoir de représentants dans le nouveau gouvernement, n'est ni au CST, encore moins à la coalition Arc-en-Ciel, le dernier né de regroupement politique qui de définit beaucoup plus comme une alliance électorale.

Germain POULI

## Les dessous et leçons d'une manifestation interdite par les jeunes à Kara LE CST RATTRAPE PAR SES INCITATIONS A LA HAINE INTER ETHNIQUE

Le samedi 4 Août 2012, la ville de Kara, à travers certains de ses jeunes, a dit non au meeting d'information et de sensibilisation que le Collectif « Sauvons le Togo » voulait organiser dans la localité pour mieux faire connaître sa plate forme revendicative et espérer associer les populations de la Kozah à la série de manifestations annoncées dans les prochains jours à travers le pays. Cette interdiction a limité du coup les envies et vellétés des premiers responsables du CST à l'intérieur du pays. Timidement et avec un succès très relatif, le CST poursuivra son programme de sensibilisation à Sokodé et à Atakpamé.

L'étape de Kara est, de l'avis de tous, un coup dur pour cet attelage de partis politiques et d'organisations de la société civile dont le refus de dialoguer et les méthodes sont de plus en plus contestées dans les milieux politiques et finalement au sein des populations togolaise et plus particulièrement celles de l'intérieur du pays. L'accueil n'ayant pas été celui espéré, le CST revient à Dékon les 21, 22 et 23 Août prochain.

Mais au-delà de cet échec à Kara et de toutes les récriminations des leaders du CST envers le pouvoir qu'ils accusent d'avoir monté des milices pour dérouter leur programme, il faut s'attarder sur cet acte pour mieux le cerner, analyser la préparation de cette manifestation par le CST et les raisons avancées par les jeunes de la ville de Kara. Selon le journal La Voix de la Kozah, un journal de la localité, une déclaration a été faite par les jeunes qui ont chassé le CST du terrain de Batascom sur lequel devait se tenir le meeting. Voici donc un extrait de cette déclaration :

### Une surprenante déclaration des jeunes de Kara qui en dit long

« -Ce Collectif qui dit vouloir sauver le Togo en refusant tout dialogue et en prônant la division et la violence n'a pas sa place dans notre préfecture. L'arrivée dans notre localité de certains journalistes, avocats et hommes politiques de moralité douteuse qui ont toujours accusé à tort les populations kabyè de s'accaparer des richesses du Togo et des postes dans l'administration togolaise, est perçue par nous, populations de la Kozah, comme une provocation de plus. Et nous nous demandons ce que viennent chercher dans nos murs des gens qui appellent régulièrement à la haine et à l'animosité contre nous. Notre préfecture de réputation très hospitalière et accueillante, dans sa volonté et sa détermination à lutter contre la pauvreté, n'est ouverte qu'aux personnes éprises de paix et

porteuses de projets de développement et non à des individus réputées pour leur prouesse et grande capacité dans les destructions des biens publics et privés. Etant une population paisible qui ne s'est jamais invitée dans les violences inutiles et gratuites, nous peuple de Kara invitons nos frères qui veulent « sauver le Togo » à s'inscrire plutôt dans la logique de l'approfondissement du dialogue démocratique tracée par le Chef de l'Etat au nouveau gouvernement, en renouant le plus rapidement possible avec le dialogue politique dans la perspective des prochaines législatives sensées enracciner définitivement la démocratie dans notre pays. »

### Le CST rattrapé par ses incitations à la haine inter ethnique

De cette déclaration, on comprend d'abord que la violence et les incitations à la haine tribale prônées et éruptées à longueur de journées par les responsables du Collectif sont tombées dans les oreilles de jeunes de la Kozah. Aussi selon certains responsables du Collectif des jeunes auraient déclaré à leur endroit. « Kara n'a pas besoin d'être sauvé. Elle l'est déjà par Faure Gnassingbé ». On pourra donc conclure que Kara n'a pas les mêmes soucis que Lomé et certaines contrées favorables au CST. Mais à l'analyse, cette réaction n'est que la réponse du berger à la bergère, l'expression d'un rejet d'une opposition qui au delà des causes prétendument nationales, a de tout temps axé sa politique sur les rivalités ethniques. Les défenseurs des droits de l'homme dont certains sont qualifiés de « tricheurs académiques » par les jeunes de Kara, n'ont apparemment pas pu profiter de l'effet Kpatcha et Agba Bertin sur lequel ils comptaient capitaliser leur chance de réussir une incursion fructueuse dans la Kozah. La présence à leur côté de Abass Kaboua, natif inconnu du milieu, a plutôt compliqué les choses au CST.

### Kara a-t-elle tourné le dos à la violence ?

Dans leur déclaration, les jeunes de Kara ont finalement affiché leur choix pour les projets de développement et non pour les actes de destructions gratuites et inutiles. Mieux les jeunes de la localité ont invité leurs frères du CST à rejoindre le dialogue. Elle semble donc être loin, cette période au cours de laquelle, les revendications estudiantines avaient fait dire que Kara était désormais une ville ouverte à la violence. Le moins qu'on puisse dire c'est que Kara et Dékon c'est finalement le jour et la nuit.

Germain POULI

## Soutien aux serviteurs d'Allah en pleine période de carême LE CONSUL VICTOR SOSSOU SOUTIENT LE JEÛNE DES MUSULMANS DU MOYEN MONO

L'homme est désormais très connu pour son humanisme et ses largesses en faveur des couches les plus démunies et surtout pour sa proximité envers les populations de sa localité.

Le vendredi 3 Août dernier, le Consul Honoraire de Slovaquie au Togo, M. Victor James Sossou a témoigné sa solidarité à la communauté musulmane de Tohou, dans le Moyen Mono, en ces périodes de jeûne précédant la fête de Ramadan. Un important don de vivres composé de cartons de sucre et de lait, de sacs de riz et de bidons d'huile, a été remis à la communauté musulmane de la localité par M. GALLEY Christophe, vice Consul de la Slovaquie et Togo et représentant du donateur M. Victor James SOSSOU. Plusieurs personnalités de la localité avec à leur tête le préfet de Tohou, le Colonel DJATO Dana, étaient présentes à la cérémonie de remise de ce don. C'est l'Imam de la mosquée de Tohou qui a pris la parole le premier pour souhaiter la bienvenue à la délégation dépêchée par le Consul. A son tour, le préfet de la localité n'a pas manqué de féliciter le généreux donateur pour cette autre action. Il a saisi l'occasion



pour demander à la communauté musulmane bénéficiaire de ne manquer de prier pour le Togo en ces moments de grande piété et de privation.

C'est après que M. GALLEY Christophe a remis l'important don aux musulmans du Moyen Mono au nom de M. Victor James SOSSOU. L'Imam Assan Mohamed Awali, chef de la communauté musulmane du Moyen Mono n'a pas caché ses sentiments de gratitude envers le Consul de Slovaquie sur qui il a imploré la paix et la bénédiction d'Allah pour ses nombreuses actions de compassion et de partage. En Avril de cette année

2012, à l'occasion de la Pâques, le même donateur avait fait un geste similaire à l'endroit de la communauté chrétienne pour lui permettre d'être dans les conditions qu'il faut pour la célébration de la résurrection du Christ. Pendant que plusieurs saluent et apprécient l'humanisme du donateur, certains esprits s'activent à mettre toutes ses œuvres de bienfaisance dans une logique de préparation des futures élections, c'est tout mal connaître l'homme qui a de tous temps été proche des ses frères et sœurs du Moyen Mono.

Germain POULI

Retrouvez votre journal et plus  
d'info sur le site :  
[www.togoreveil.info](http://www.togoreveil.info)

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIABLE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET

ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : [togoreveil@togoreveil.info](mailto:togoreveil@togoreveil.info)

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

Service Compris

## Ostracisme au sein de l'opposition togolaise DEUX COALITIONS, DEUX VISIONS, UNE ELECTION



Pour une cause commune, il est rare d'assister à de telles oppositions de visions et de stratégies. C'est pourtant ce à quoi on assiste au Togo depuis la longue marche vers la démocratie entreprise en 1990. Du Front des Associations pour le Renouveau, passant par les deux Collectifs de l'Opposition Démocratique pour aboutir aujourd'hui au Collectif « Sauvons le Togo » et à la récente Coalition « Arc-en-ciel », l'histoire de notre pays semble être un perpétuel recommencement où l'opposition joue le rôle de Sisyphe qui est condamné selon la mythologie grecque à remonter sans cesse un rocher sur une montagne. De tout temps, l'opposition togolaise n'a pas pu assumer efficacement le rôle qui est le sien en servant de contrepoids au pouvoir en place, ceci dans le respect des normes de la démocratie. Même si l'objectif final de tout parti d'opposition est de conquérir le pouvoir, au Togo, ces partis ont trop longtemps lorgné le fauteuil présidentiel sans pour autant se donner les moyens



de s'y installer un jour. Aussi versent-ils dans du dilatoire, en boycottant automatiquement les échéances électorales dans un passé récent et tous les dialogues qui leur sont proposés aujourd'hui en vue d'améliorer le cadre électoral et d'opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles prescrites par l'Accord Politique Global. C'est de cette opposition qu'est né le Collectif « Sauvons le Togo » avec une bagatelle d'ODDH, de journalistes et de partis politiques. Leur objectif officiel : obtenir du gouvernement des réformes consensuelles en vue de préparer les élections législatives de cette année et les présidentielles de 2015 et la mise en application des recommandations des rapports de la Commission Vérité Justice et Réconciliation et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme avec en toile de fond une transition de 9 mois. Mais officieusement, ce Collectif refuse l'idée de toute élection et veut décréter une alternance à la tête du pays. Ce Collectif veut une chose et son

contraire : il dit vouloir la démocratie pour le Togo mais veut au même moment fouler aux pieds la première règle de cette démocratie qui veut qu'un président élu ne puisse être remplacé que par l'expression du suffrage populaire.

A côté du CST, la coalition « Arc-en-ciel ». Mais cette fois-ci le mélange est plus homogène et les objectifs bien définis sauf que pour les moyens et stratégies, les responsables pataugent énormément. Faire des listes communes n'a jamais été la clé du succès à une élection dans aucun pays du monde, de même que passer des jours à manifester dans les rues n'a pu apporter la victoire au prétendu vainqueur des élections présidentielles de 2010, M. Jean Pierre Fabre. Coalition d'accord mais qui dirige ? Qui positionner aux locales et aux législatives ? Selon quel programme ? Sans oublier l'éternel fauteuil présidentiel de 2015 qui mettra sans doute de l'aigreur dans le verre de l'« Arc-en-ciel ». Cette ribambelle de coalitions et de collectifs qui ont érigés l'exclusion comme règle ont sans doute eu le mérite d'avoir existé mais les problèmes du Togo et de son opposition sont demeurés et demeurent encore. Peut-être le Togo est-il victime de l'ostracisme de son opposition et la perception trop manichéiste que ses leaders ont du pouvoir en place.

Pablo ZOUBE

## Meeting avorté du CST à Kara ABASS KABOUA PEINE A MOBILISER « CHEZ LUI »

Dans un regroupement, la place qu'on occupe et le respect qu'on réclame sont tributaires de la contribution qu'on apporte en termes de revenus de capacités et d'intérêts. Dans le cas du Collectif Sauvons le Togo, le « melting-pot » d'Organisations de Défenses des Droits de l'Homme, des journalistes et des partis politiques quoique dénoncé respecte ce jeu d'intérêts et d'apports des uns et des autres. Ainsi le CST offre ; aux ODDH une tribune pour plaider dans la rue les affaires qu'elles ont perdues au tribunal, aux partis politiques la béquille qui leur manquait dans leur manifestation quotidienne et utilise les journalistes membres pour une campagne médiatique. Dans ce jeu mercantiliste, chacun doit donc apporter quelque chose, s'agissant surtout de la mobilisation des manifestants. C'est ainsi que l'Alliance Nationale pour le Changement a, de tout temps, été connue comme fournisseur numéro 1 des marcheurs à Lomé. Mais au sein du CST, il existe des Chefs de partis politiques qui ont pris l'habitude de s'exprimer par procuration et qui appellent les militants des autres partis à descendre dans la rue. Parmi eux, le vitupérant Abass Kaboua.

L'occasion lui était donnée le samedi dernier de mobiliser pour une fois les militants de sa base de la Kozah dont il est originaire, puisqu'au Togo la politique se définit malheureusement ainsi. Le constat fut amer et les regrets énormes. Même si du côté du CST on accuse les autorités de la localité d'avoir empêché la manifestation avec l'aide des miliciens, il faut souligner qu'à Sokodé et Atakpamé les manifestations ont pu se tenir. Au CST on comprendra de quoi est capable le



leader du Mouvement des Républicains Centristes. Lui qui lors des marches du FRAC et du CST à Lomé a rarement droit à la parole à cause de sa sous représentativité vient de confirmer l'opinion que ses compagnons avaient de lui. Le meeting avorté de Kara montre à suffisance que le leader du MRC n'a aucune assise dans la Kozah. Est-il un mal aimé ou un parfait inconnu pour la population de Kara ? Personne ne saurait le dire. Mais l'homme doit se demander s'il ne paye pas les frais de ses prises de paroles incontrôlées au cours desquelles il traite les premiers responsables du pays comme des moins que rien et accuse l'ethnie kabyè de s'accaparer des richesses du pays ; ce que beaucoup qualifient de pures inepties. Non seulement le sieur Kaboua peine à mobiliser chez lui, pire encore il serait, selon les témoignages, à la base des dérapages constatés pour avoir arraché un portable à un jeune manifestant qu'il soupçonnait à tort d'infiltration. Qu'il cesse alors de crier à un complot ourdi contre sa personne et reconnaisse honnêtement ses défauts et sa faillite en tant qu'apprenti politicien.

Pablo ZOUBE

## Appui de l'Etat aux initiatives des jeunes 100 MILLIONS DE FCFA POUR LE FINANCEMENT DES MICROPROJETS À TRAVERS LA CECA



Le ministère du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes et la Coopérative d'épargne et de crédit des artisans (CECA) ont noué le mardi dernier un partenariat qui va apporter un nouveau souffle à l'appui des jeunes entrepreneurs. La convention de partenariat, signée par la Ministre Victoire Tomégah Dogbé en personne et le directeur général de CECA, Yombo Odanou, est destinée à créer un fonds de garantie de 100 millions de Fcfa pour l'octroi de crédits aux jeunes artisans. Le ton a été donné lors de la cérémonie de la signature de la convention avec la remise de chèques de financement à 25 jeunes micro-entrepreneurs.

Ce fonds va constituer un levier pour le financement des microprojets retenus et d'autres qui seront retenus par le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes dans le cadre de son Projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes artisans. Un fonds qui est une dotation du gouvernement qui a initié une politique d'auto-emploi des jeunes pour réduire le taux de chômage dans le pays. « Le fonds de garantie qui sera mis en place à partir de cette convention s'inscrit non seulement dans l'engagement du gouvernement de favoriser l'accès de toutes les catégories sociales aux services financiers, mais aussi d'assurer la promotion du secteur de l'artisanat pour lui permettre de contribuer pleinement à la réduction du chômage et de la pauvreté surtout auprès des jeunes », a déclaré Mme Victoire Dogbé.

Le secteur de l'artisanat est choisi pour être accompagné parce qu'il occupe un grand nombre de la population active et contribue à hauteur de 18 % au Produit Intérieur Brut (PIB) du Togo. Selon les statistiques du Conseil Permanent de la Chambre Régionale de Métiers du Togo, 42 000 artisans ont été inscrits dans les chambres régionales de métiers en 2011. D'autre part, les chiffres des services en charge des examens professionnels démontrent que plus de 42 000 jeunes artisans sortent chaque année des centres et ateliers de formation avec un diplôme tandis que d'après la CECA, environ 11 000 artisans seulement arrivent à avoir accès aux services financiers offerts par cette institution. Le fonds de garantie de financement va donc permettre à la CECA d'octroyer, pendant 5 ans, 400 millions de prêts, soit 4 fois le montant de la garantie.

La mise en place de ce fonds de garantie rentre dans le cadre du Projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes artisans. Plus de 1.300 jeunes ont déjà bénéficié de ce projet sur les 5000 qui devraient en bénéficier d'ici 2015.

Didier ASSOGBA

## Erosion côtière dans le village de Kossi-Agbavi MAISONS, PLACE PUBLIQUE, ET CIMETIERE ENGLOUTIS PAR LA MER

C'est lors d'une conférence de presse animée le mardi 07 août que le Chef du village de Kossi-Agbavi a porté à l'attention du public le drame qui a élu domicile dans son village. En effet, devant un parterre de journalistes qui ont fait le déplacement de Kossi-Agbavi, le Chef Togbui Agbavi K. Koffi III a peint la situation alarmante que traverse son village. Le village de Kossi-Agbavi qui, à l'origine, était situé à environ 500 mètres de la mer et au Nord de la première route Lomé-Aného se retrouve aujourd'hui totalement englouti et enclavé entre le bord de mer et la troisième route construite après que la mer ait englouti les deux premières. C'est donc une situation dramatique que vivent les populations de Kossi-Agbavi qui ont pris l'habitude de voir leurs habitations et leurs cocoteraies disparaître. La place publique où l'actuel chef du village avait été intronisé il y a treize ans se trouve aujourd'hui en pleine mer emportant avec elle le puits public et trois maisons royales. Le pire c'est qu'aujourd'hui les habitants du village sont obligés de déterrer les corps du cimetière qui est sous la menace des vagues et des coups de boutoirs du flux et du reflux de la mer.

Depuis le début de ce phénomène d'érosion côtière, les autorités coutumières de Kossi-Agbavi avec à leur tête Togbui Agbavi K. Koffi



III ont entrepris des démarches au près de leur supérieur hiérarchique sans trouver de solution. Si les autorités de la localité reconnaissent avoir manqué de conseils à l'époque, elles promettent tout mettre en œuvre pour que le village ne soit plus abandonné à son sort. Elles formulent clairement leurs demandes à l'Etat en ces termes : la construction d'une digue qui serait une solution intermédiaire en attendant qu'une solution définitive puisse être trouvée. Comme solutions définitives, les populations de Kossi-Agbavi proposent soit une délocalisation du village par son déplacement pur et simple où une vaste opération de drainage de la mer. Toutefois, elles reconnaissent les vastes chantiers entrepris par le gouvernement et demandent que leur village soit associé à ce



vaste mouvement dans lequel s'est engagé le pays. Mouvement qui si il est soutenu aboutira sans doute à un développement concerté du Togo dans son entièreté. Kossi-Agbavi qui est un village côtier est situé dans la banlieue Est de Lomé. Il relève de la préfecture des Lacs. Le phénomène d'érosion côtière qui menace ses habitants est un phénomène général de la côte même si à Kossi-Agbavi il se pose avec plus d'acuité. C'est une gangrène qui mine les villages

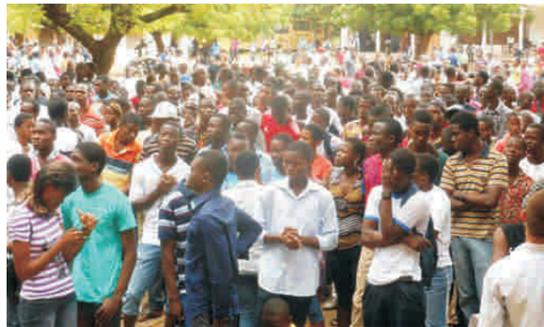
comme Agbodrafo, Agbagli, Gbodjomé, Afidéganban, Dévikémé, Animagnan et autres. A l'allure où évolue le phénomène, le gouvernement à tout intérêt à prendre ce problème à bras le corps au risque de voir un jour les villages côtiers et la nouvelle route construite à coup de milliards disparaître sous les eaux.

Paul Katassoli

## 28460 nouveaux bacheliers pour les universités et écoles supérieures du Togo CASSE TETE POUR LES PARENTS, NOUVEAUX DEFIS A L'HORIZON POUR LE GOUVERNEMENT

Après la pluie c'est le beau temps, dit-on souvent. Cependant, le beau temps, le calme et la tranquillité de la nature annoncent également la tornade. C'est par cette image que nous pouvons illustrer ce qui attend les nouveaux bacheliers, les parents et le gouvernement à la suite de la proclamation des résultats du Bac dont le taux de réussite a atteint pour une première fois depuis 1990 la barre des 50%.

Ce sont en effet 28.460 lycéens qui ont obtenu leur Bac cette année, soit un taux de réussite, toutes séries confondues, de 52,54% ; bien mieux que les taux connus depuis 1992. Il faut saluer, à travers cette progression du taux de réussite qui a augmenté de 10% de 2011 à 2012, les efforts consentis par tous les partenaires de l'éducation au Togo. D'un côté il faut reconnaître à l'Etat la bonne volonté manifestée pour résoudre les différentes crises qui ont secoué le monde scolaire au cours de cette année. Aux enseignants, il faut concéder les sacrifices auxquels ils ont consenti dans l'exercice quotidien de leurs tâches. Les deux autres piliers du triangle scolaire que sont les parents et les élèves ne sont pas à négliger dans cette progression du taux de réussite. Chacun a contribué à sa manière pour que le monde scolaire se porte mieux et offre des résultats satisfaisants. A l'annonce de ces résultats, la joie se lisait sur les visages des heureux lauréats et de leurs parents. Cependant, ce taux de réussite ne sera pas sans incidence sur les besoins des familles, les capacités d'accueil des deux universités du Togo et sur le budget de l'Etat. Pour les parents, le temps des réjouissances passé, place aux problèmes. Les inscriptions dans les deux universités du Togo – Université de Lomé et Université de Kara – qui s'ouvriront bientôt sont pour eux des périodes de stress très dures à gérer puisqu'au-delà des frais d'inscription, les démarches pour réunir tous les documents nécessaires à cet effet demandent assez d'argent. Pour ceux qui vont inscrire leur progéniture dans des écoles de BTS, la partie est tout autre. Il faut déboursier entre 300000 et 500000 francs Cfa par an sans compter les besoins en vêtements, manuels scolaires, ordinateurs, moyens de déplacement et autres. Réussir au Bac est une chose mais poursuivre ses études dans une grande école ou dans une université en est une



autre. Le nombre des nouveaux bacheliers qui s'élève à 28460 pose indéniablement le problème de la capacité d'accueil des Universités de Lomé et de Kara. Le nombre d'étudiants inscrits actuellement dans les deux établissements universitaires du Togo est de 52.585, soit 40.933 pour l'université de Lomé et 12.903 pour celle de Kara. Avec le taux de réussite au Bac cette année, c'est un peu plus de la moitié du nombre actuel d'étudiants qui attendent de pouvoir s'inscrire dans les universités et grandes écoles du Togo. Quand on sait qu'avec l'application du système LMD dans nos université on assiste de moins en moins à des sorties massives de promotions, on se demande comment par quel miracle les universités du Togo arriveront à absorber ne serait-ce que la moitié des 28460 nouveaux bacheliers ?

Avec le nouveau gouvernement du Premier Ministre Ahoomey-Zunu, le portefeuille de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est occupé par un habitué du monde universitaire en la personne de M. Octave Nicoué BROOHM. On reconnaît le rôle que l'homme a eu à jouer lors des précédentes crises qui ont secoué le monde universitaire mais il lui faudra une bonne dose de courage, des qualités de visionnaires et de planificateur pour venir à bout des difficultés qui commencent par s'amorceler à l'horizon. Avec l'arrivée de près de la moitié du nombre actuel d'étudiants inscrits dans les deux universités, c'est le système d'octroi des bourses et allocations de secours qui risque de prendre un coup et le budget de l'Etat de récolter les pots cassés.

Paul Katassoli

## Réconciliation nationale LE LIVRE BLANC DES INDEMNISATIONS EN ÉLABORATION

Cinq mois après la publication de son rapport, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) revient à la charge. La commission en charge du processus de réconciliation nationale a organisé en début de semaine, une rencontre avec des représentants de la société civile, du HCDH, de l'Union européenne et des Commissions Vérités du Ghana et d'Afrique du Sud. La rencontre, première depuis la remise officielle du rapport final au Chef de l'Etat rentre dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations qui doivent amener les togolais à se réconcilier entre eux. L'objectif est d'élaborer un programme de réparation en faveur des victimes à travers l'élaboration d'un livre blanc.

En effet, la CVJR avait suggéré au gouvernement dans son rapport, l'élaboration d'un livre blanc dans lequel sera indiquée la manière dont le gouvernement compte mettre en œuvre les recommandations et les programmes de réparation des victimes. Cinq mois après, le gouvernement commence par s'organiser pour la mise en œuvre des conclusions des travaux de la CVJR avec l'aide de certains partenaires. En témoigne la rencontre qui a eu lieu le 06 août dernier entre la CVJR, les représentants de la Société Civile, le HCDH, l'Union Européenne et des commissions sœurs du Ghana et de l'Afrique du Sud. Le gouvernement togolais a également participé à la rencontre par l'entremise du ministère des Droits de l'homme, de

la consolidation de démocratie et de la formation civique. Selon la ministre Doris Rita Wilson de Souza en charge du portefeuille des Droits de l'homme, la rencontre s'inscrit dans le cadre du programme gouvernemental de réparations proposé par la CVJR.

Le livre blanc est en quelque sorte un agenda qui indique comment le gouvernement entend indemniser les victimes et à quel moment. « La publication d'un livre blanc indique ce que le gouvernement entend faire à court, moyen et long terme pour l'indemnisation des victimes », a précisé Mgr Nicodème Barrigah, président de la Commission Vérité Justice et Réconciliation. Officiellement, la CVJR a fini son mandat, mais elle continue de travailler sur les autres volumes du rapport du processus de réconciliation. On annonce cinq autres rapports à venir. La CVJR qui a été mise en place selon l'esprit de l'Accord Politique Global a travaillé pendant plus de 30 mois pour faire la lumière sur les violences à caractère politique qui sont intervenues dans le pays entre 1958 et 2005. A l'issue des travaux de Mgr Barrigah et des autres commissaires, plusieurs victimes ont été identifiées et qui méritent d'être indemnisées. La rencontre de cette semaine va permettre à la CVJR et au gouvernement de définir le programme de l'élaboration du livre blanc attendu depuis la fin officielle des travaux de la CVJR.

Didier ASSOGBA

## Projet « Vacances utiles »

# MME DOGBE ET LES JEUNES SONT DE RETOUR AVEC LES VALEURS CITOYENNES



Une semaine après sa reconduction à la tête du ministère du Développement à la base, de la promotion et de l'emploi des jeunes, Victoire Dogbé Tomegah apporte sa contribution à la protection de l'environnement. Samedi dernier, vêtue d'un jean, d'un t-shirt et d'une casquette avec balai à la main, Mme Dogbé a participé à une grande opération de nettoyage des abords du marché de Hanoukopé de même que les alentours du Parlement en compagnie de plusieurs dizaines de jeunes de la ville. C'est la

troisième édition du projet « Vacances utiles et citoyennes » qui venait d'être lancée. « Cette opération vise à contribuer à l'assainissement de notre capitale et à promouvoir l'esprit de citoyenneté chez les jeunes », a expliqué Mme Dogbé, « Notre mission, c'est de contribuer au développement des jeunes et le développement passe également par la protection de l'environnement » a-t-elle ajouté. D'autres villes bénéficieront de cette opération d'assainissement pendant ce mois d'août.

Egalement au programme de ce projet « vacances utiles », plusieurs autres activités sont organisées dont, un camp de reboisement de 10 jours à Kara pour les 300 meilleurs candidats du Bac I de cette année. Outre la rupture pendant quelques temps avec l'oisiveté en ces temps de vacances et la culture de la citoyenneté, ce camp de reboisement est une véritable opportunité pour voir s'améliorer le taux de couverture végétale dans cette région. Il est important de souligner que plus une zone a une bonne couverture végétale, riche est la diversité biologique et autant sera la disponibilité en aliments, bois, fibres, etc. Mme la ministre a donc bien compris que les arbres sont des éléments d'éradication de la pauvreté et de la promotion du développement par excellence. Alors quoi de plus merveilleux que de souhaiter bon vent à ce projet et surtout de souhaiter sa pérennité.

Mawuli O. AGBEHONOU  
(Stagiaire)

## Menace de grève des médecins les 16 et 17 août prochains

# LE SYNPHOT ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ À COUTEAU TIRÉ

Nous le disons dans notre précédente parution que le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT) menaçait de rentrer en grève suite au non respect de certaines dispositions de l'accord signé en 2011 pour mettre fin au mouvement de débrayage des médecins. Pour les responsables du SYNPHOT, le gouvernement n'a pas tenu parole sur la question des primes de risques d'un montant de 180 mille francs à payer aux agents de santé. Ils réclament en outre un statut particulier. La menace de grève s'accroît désormais avec un préavis de grève déposé par le Syndicat des praticiens hospitaliers du Togo. Et si rien n'est fait jusque-là, les hôpitaux du Togo vont connaître un mouvement de débrayage de deux jours les 16 et 17 août prochains. Le mouvement est reconductible si les revendications ne sont pas satisfaites.

Les revendications du SYNPHOT sont connues. Il s'agit notamment du paiement par l'Etat des primes au personnel de santé recruté par les Comités de Gestions des centres de santé des communes, préfectures à budgets autonomes. Mais pour le Ministre de la Santé, l'Etat ne saura payer des agents



qu'il n'a pas recrutés. C'est dans le bras de fer entre le ministre qui représente le gouvernement et les représentants des praticiens hospitaliers que le ministre Charles Kondi Agba a opéré une descente le mercredi dernier dans les centres de santé qui sont gérés par les COGES. Le ministre dit constater un dysfonctionnement dans la gestion des communautés de gestion des centres de santé. Pour lui, les COGES ne sont pas autorisées à recruter des agents mais s'ils en recrutent, ce sont leurs recettes qui doivent servir à payer à ces agents.

Du côté du SYNPHOT, c'est un autre son de cloche. Les médecins qui évoquent un décret ministériel pris en 1991 soutiennent que l'Etat a légué certains droits à des organisations communautaires qui procèdent à des recrutements

de certains agents de santé dont a besoin les structures sanitaires périphériques. Ils indiquent par ailleurs que lors de la grève de l'année dernière, l'Etat a accepté de payer les primes notamment celles de risques à ces praticiens hospitaliers dénommés agents COGES. Deux positions diamétralement opposées. Néanmoins, le ministre se dit disposé à dialoguer avec le SYNPHOT pour trouver un terrain d'entente. Mais pour le SYNPHOT, la question des primes n'est pas négociable. Il est important que les deux parties assouplissent leur position pour trouver une solution à cette crise pour éviter dans la mesure du possible la grève en vue. La santé des populations togolaises en dépend.

Dias MISSOKO

## Semaine de l'allaitement maternel LE LAIT, UNE RESSOURCE NATURELLE RICHE ET RENOUVELABLE

Initiée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la journée mondiale de l'allaitement maternel a été célébrée le mardi dernier. Le constat qui a poussé à l'instauration de cette journée qui célèbre la nutrition des bébés au sein maternel est venu du fait qu'aujourd'hui, seulement près de 40% des bébés de moins de 6 mois ont la chance d'être exclusivement allaités au sein, malgré que ce soit le mode le plus indiqué durant cette période. C'est une occasion que l'OMS saisi pour sensibiliser toutes les mères sur l'importance de l'allaitement maternel pour les nourrissons. De nos jours, les mères ont tendance à utiliser le biberon pour nourrir leur bébé. Cette méthode s'explique par le fait qu'un grand nombre de femmes sont des fonctionnaires ou travaillent dans divers domaines qui ne leur donnent pas le temps de s'occuper de leurs enfants. Elles préparent alors le biberon qu'elles mettent à la disposition de leur domestique avant de vaquer à leurs occupations. Pour d'autres – surtout les jeunes mères – elles se disent que donner le sein à leur enfant fait qu'ils se fanent et donc ils perdent leur beauté. Pour cela elles préfèrent utiliser le biberon. Les mères doivent cependant se rappeler que l'allaitement de l'enfant par le sein est plus avantageux et assure une meilleure santé au bébé par rapport à l'allaitement par le biberon. En effet, le lait maternel est une ressource naturelle très riche et renouvelable. Il renferme des éléments nutritionnels qui protègent l'enfant contre certaines



infections d'ordre pulmonaire, digestive, urinaire etc. Ce lait contient également des anticorps qui permettent au petit enfant d'éviter les troubles intestinaux, les risques de diarrhée, et préservent l'enfant de la propagation des microbes. Il évite aussi à l'enfant les risques d'obésité. Quant à la maman, le fait de donner ses seins à son enfant lui réduit les risques de cancers du sein et celui des ovaires sans oublier la relation plus étroite qui s'établit entre elle et son enfant par rapport au père. L'utilisation du biberon ne fait que causer des dépenses inutiles sans compter les risques de maladies que court l'enfant à cause des produits laitiers de qualité douteuse qui abondent sur le marché.

Selon l'OMS, l'allaitement maternel «est l'un des moyens les plus efficaces de préserver la santé et d'assurer la survie de l'enfant». Les mères doivent alors privilégier l'allaitement de leur bébé par leurs seins surtout dans les six premiers mois pour leur garantir une bonne santé et une bonne croissance.

London KAWANA (stagiaire)

ET PRESENTENT

KALEEF KEMS RAKISS

CONCERT DE L'UNITÉ

KPALIMÉ

AU FOYER DES JEUNES SAMEDI 11 AOÛT 2012 A PARTIR DE 19H

AVEC EN FORCE

DJ AVOUKIPINA - DJ PREMIER - ROKA KELLY

ENTRÉE: 500F

PARTENAIRES: ALOKPA - SPORT FM - VCM FM - RADIO LOME - LOMBOUGEINFO.COM - LCF - TVT

## Le Civisme Aujourd'hui

### ARRETONS DE NOUS AMUSER AVEC LES NUMÉROS UTILES

Les numéros utiles sont les lignes téléphoniques vertes mises à la disposition des populations afin de joindre les services de l'Etat en cas d'un problème, un accident notamment. Au Togo, nous en avons plusieurs dont le 117 pour la police secours, 118 pour les sapeurs pompiers et d'autres encore qui servent à secourir les populations des différentes zones de la capitale dans le cadre de l'opération araignée. Non seulement ces numéros nous sont d'une utilité qui n'est plus à démontrer, mais aussi ils sont gratuitement mis à la disposition de la population afin de joindre les services de l'Etat en cas d'une réelle nécessité. Les numéros utiles permettent une assistance rapide dans plusieurs domaines. Au travers de certains de ces numéros, l'on arrive à avoir des informations sur telles ou telles choses, avoir des orientations sur des sujets donnés, etc. Le fait d'appeler ces numéros utiles permet aux services de l'Etat ou d'une entreprise de nous apporter du secours et des approches de solutions à nos préoccupations l'endroit où on se trouve dans une difficulté ou depuis notre lieu de résidence. Les numéros utiles les plus utilisés ou les plus contactés sont le 117 pour la police secours et le 118 pour les sapeurs pompiers. Ils sont de surcroît les plus connus de la population à cause des nombreux cas d'accident et d'incendie qu'on enregistre sur les routes togolaises. Ils ont permis à plusieurs de nos compatriotes d'être sauvés grâce à l'intervention de la police secours ou du corps des sapeurs pompiers. Mais force est de constater que certains togolais se croient plus malins et dérangent les agents qui sont à l'écoute de ces numéros.

Certains concitoyens ignorent l'importance de ces numéros n'ont de cesse de s'amuser en composant ces numéros pour raconter des inutilités. D'aucuns encore appellent ces numéros juste pour embêter les interlocuteurs au bout du fil en lançant des paroles sales, injurieuses et moqueuses ou encore en insinuant des accidents imaginaires. Ce qui fait que parfois, certains agents négligent des appels qui s'avèrent très urgents en cas d'un accident ou d'un incendie. En tant que responsables, il est temps de prendre conscience du mal que nous faisons aux autres en nous amusant avec les numéros utiles. Chacun doit faire preuve de sa responsabilité citoyenne pour le bien et la sécurité de nous tous.

La Rédaction

## Ministère de l'agriculture PLUS DE 8500 TONNES D'ENGRAIS EN DISTRIBUTION AUX PRODUCTEURS

Le nouveau gouvernement de la République togolaise s'est déjà mis en actions quelques jours seulement après avoir reçu l'onction des députés de l'Assemblée nationale. Dans chaque secteur du pays, on note des actions et des initiatives allant dans le sens de l'amélioration des conditions de la société togolaise. Au ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche les actions du nouveau ministre s'inscrivent dans la logique de la continuité de l'Etat. Le ministre Ouro-Agadazi précédemment Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Sécurité Alimentaire a entamé une vaste opération de distribution d'intrants agricoles aux producteurs. Cette opération coûtera plus de 3 milliards de fonds publics.

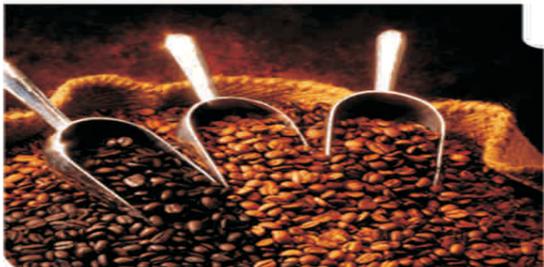
L'opération de distribution qui a démarré le 06 août dernier concerne plus de 8500 tonnes d'engrais. Ce programme de distribution d'intrants agricoles aux producteurs s'inscrit dans les actions du gouvernement pour booster la production agricole au Togo et améliorer les conditions de vie des producteurs. La distribution est prévue pour durer 3 semaines et s'effectuera par vente au comptant dans les magasins de la CAGIA à travers le pays. Les responsables de la Centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles (CAGIA) ont d'ailleurs pris part au lancement de l'opération par le nouveau ministre de l'Agriculture, Ouro Koura Agadazi.

La distribution de ces intrants rentre également dans le cadre du Programme National de l'Investissement et pour la Sécurité Alimentaire (PNIASA). En effet, le



PNIASA est le seul cadre d'intervention dans le domaine agricole togolais depuis 2008. Il a été lancé officiellement en Février dernier dans la ville de Nosté. Le but du PNIASA est de moderniser l'agriculture togolaise et de contribuer à la sécurité alimentaire du pays. C'est ce qui explique l'appui du gouvernement aux producteurs à travers la distribution des engrais. Le prix de vente du sac de 50kg d'engrais est fixé à 11.000.Fcfa ; l'Etat prend à sa charge 7000 F. Prix arrêté depuis 2011 au 3e Forum National du Paysan Togolais.

Dias MISSOKO



Acteurs et Professionnels de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche, de l'Agroalimentaire et de la gastronomie; Distributeurs et Représentants de marques de produits alimentaires,

**PARTICIPEZ**  
À LA 1<sup>ère</sup> EDITION DU

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE**

**DE LOMÉ (SIALO) 15 - 18 AOÛT 2012**

EXPOSITION - VENTE - JOURNÉES PROMO - CONFÉRENCES & ATELIERS DE FORMATION  
ANIMATIONS MUSICALES & CULTURELLES - CONCOURS - EXCURSION - NUIT DU SIALO

**CETEF <<TOGO 2000>> PAVILLON OTI**

[www.sialo.org](http://www.sialo.org)

info : 22 34 96 04 / 22 30 27 27  
90 21 79 79 / 99 99 79 79



Ministère de l'Agriculture,  
de l'Elevage et de la Pêche



## Ghana : DEUXIÈME JOUR DES OBSÈQUES: L'UNIQUE SAM ATTA MILLS FAIT FONDRE LA FOULE



La deuxième journée des obsèques du Président John Atta Mills a repris ce jeudi 9 août 2012 à la salle du banquet du State House, le siège du gouvernement à Accra.

L'extériorisation des émotions de Sam Atta Mills, l'unique fils du défunt Président, au moment de s'approcher du cercueil de son père dans le corbillard a fait fondre la foule en pleurs et a rendu la partie difficile à supporter.

Pendant que la Cour du Palais reste remplie de monde, des milliers de ghanéens convergent toujours vers le lieu des obsèques pour rendre un dernier hommage à leur regretté Président. L'un des temps forts hier restera le moment où Samuel Atta Mills s'était dirigé vers le cercueil de son père. Vêtu d'un costume sombre, un foulard rouge au cou avec des lunettes noires, le très discret fils au moment d'étendre ses mains sur le cercueil, n'a plus réussi à se contenir car ayant perdu un père, un conseiller et un ami.

Les obsèques nationales du Président Atta Mills qui ont débuté hier mercredi à Accra et dans les autres villes et campagnes du Ghana ont donc repris ce jeudi matin à 06 heures. Après les derniers hommages de la famille Atta Mills, du Président intérimaire John Mahama, du gouvernement, des anciens Présidents John Kufuor et Jerry Rawlings, des députés, des dignitaires du pays, c'est au tour des citoyens ordinaires de rendre leurs hommages à celui qu'eux tous appelaient affectueusement « Father for all », le père à tous.

En plus de ce défilé au tour de la dépouille mortelle au Stat House, la retransmission en directe de la cérémonie a repris depuis 6 heures ce jeudi sur la GTV, la télévision nationale ainsi que sur plusieurs stations Tv qui ont modifié leurs programmes pour la circonstance. Dans la soirée un programme nocturne sera dédié à la lecture des hommages en mémoire du disparu

ainsi qu'un service de prière toute la nuit.

Au programme pour le grand jour du vendredi 10 août 2012, où Atta Mills sera porté en terre, sa famille accomplira les derniers rites coutumiers et après l'Armée convoiera le cercueil vers la Place de l'Indépendance pour le service funéraire. Après ce service, le cortège funèbre fera un tour d'honneur sur certaines artères principales de la capitale afin de permettre à ceux qui n'ont pu faire le déplacement du lieu d'exposition du corps à rendre un dernier hommage. Bien avant les dernières cérémonies, plusieurs Chefs d'Etats et de délégations étrangères qui rendront leurs hommages à l'illustre disparu commenceront à arriver ce jeudi soir et le vendredi matin à l'Aéroport Kotoka d'Accra, lieu où plusieurs portraits d'Atta Mills avec une affiche visible en hauteur et de partout fait apparaître ces mots « La mort devient significative quand elle provoque un choc sur la terre ». En fond sonore, des chansons d'adieu se font entendre à la fois aux portes d'arrivée et de départ de l'aéroport. La première journée du dernier retour de John Atta Mills au Palais, lieu où il a travaillé avec dévotion pour le Ghana pendant trois ans et demi s'est achevée tard dans la soirée par une veillée.

Koaci.com

## MALI : DIONCOUNDA TRAORÉ FACE À L'ÉQUATION DE L'ASTROPHYSICIEN CHEICK MODIBO DIARRA

Le gouvernement d'union nationale qui sera mis en place, est celui attendu par la communauté internationale, les partenaires techniques et financiers du Mali, et il est attendu sur deux fronts : le nettoyage du nord de ses occupants de groupes armés et l'organisation d'élections transparentes et crédibles.

Mais l'astrophysicien, Cheick Modibo Diarra, n'entend pas céder sa place « aux hommes politiques qui ne l'ont pas mis à ce poste » et qui sont taxés par lui d'avoir « enfoncé le pays dans le gouffre qui l'engloutit aujourd'hui ». C'est le blocage et Dioncounda Traoré qui n'est pas une foudre de guerre, n'entend pas mettre en place un gouvernement, que lorsque l'ancien, notamment le Premier ministre, démissionne. Reste à savoir si le Capitaine Amadou Haya Sanogo voudra y jouer un rôle. De sources concordantes, il aurait donné carte blanche à Dioncounda Traoré pour former le gouvernement, car il compte dans le jeu politique. L'énigme n'est pas aussi aisée, car les militaires aux aguets, peuvent ressurgir dans la scène politique au moindre risque d'embarquement de la situation, du fait d'un désaccord grave entre acteurs politiques, et ce serait bonjour aux dégâts.

Pour certains Modibo Diarra compterait sur certains regroupements politiques dont la COPAM du Dr Oumar Mariko pour l'aider dans son bras de fer contre le Professeur Dioncounda Traoré. La COPAM dont trois responsables sont inculpés dans le dossier des troubles graves à l'ordre public ayant, le 21 mai 2012, conduit à l'agression du président Dioncounda Traoré, avait programmé une marche ce mercredi, qu'elle a ensuite reporté sine die. Par ailleurs, elle a annoncé la

possibilité d'organiser un meeting le samedi prochain, pour exiger l'organisation d'une convention nationale.

De même l'association Yèrèwolo Ton qui était devenu silencieuse depuis l'agression de Dioncounda Traoré, dans laquelle ses responsables sont inculpés, a repris du service en organisant lundi une marche dans le but d'aller au palais, encore pour demander la démission de Dioncounda Traoré. Certains dans le milieu politique établissent des liens entre des agissements du Dr Cheick Modibo Diarra, et la reprise de ces activités. Ces organisations vont-elles servir d'instruments de lutte pour le Premier ministre ? Faut-il craindre un affrontement entre le FDR et la COPAM dont l'enjeu serait le départ ou le maintien du Premier ministre ? L'éclatement de tel conflit pourrait servir d'un bon prétexte pour les militaires. Et pour le Dr Cheik Modibo Diarra, qui pensent que les politiques ne pourront jamais s'entendre et qu'ils ont plongé le pays dans le creux du vase. Par ailleurs, ce mercredi à New York au conseil de sécurité de l'Onu, alors que la Cedeao annonce être prête pour l'envoi d'une force de 3300 soldats, les diplomates onusiens disent attendre désormais une demande officielle du gouvernement malien et de la Cedeao pour l'adoption possible d'une résolution qui donnerait le feu vert à la force panafricaine d'intervenir au Nord du Mali. Pour l'heure, à moins d'un prochain changement, le gouvernement malien ne semble pas disposé à formuler une quelconque demande allant dans le sens d'une intervention militaire à l'Onu.

Koaci.com

## Nigeria : L'ESCALADE DE LA VIOLENCE SE POURSUIT



La ville d'Okene dans le Sud-Est a subi depuis lundi plusieurs attaques. Regain de tensions au Nigeria. La ville d'Okene, dans le Sud-Est du pays a instauré un couvre-feu après deux assauts sanglants. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton se rend aujourd'hui dans ce pays, le plus peuplé d'Afrique, avant de se rendre au Ghana.

L'escalade de la violence se poursuit au Nigeria. Un couvre-feu nocturne a été annoncé par le gouvernement dans la ville d'Okene, dans l'Etat de Kogi, au Sud-Est du pays où plus de 23 personnes ont été tuées depuis le début de la semaine. Tout a commencé lundi 6 août quand des hommes sont entrés dans une église et ont tué 19 personnes. Le lendemain, plusieurs personnes dont deux militaires ont péri dans une attaque aux environs d'une mosquée. Aucun des deux assauts n'a été revendiqué mais de forts soupçons pèsent sur l'organisation terroriste Boko Haram. La secte islamiste fait régner la terreur en s'en prenant aux civils et à la police depuis plus de deux ans. Ce groupe réclame l'application de la Charia dans tout le pays.

### Human Rights Watch tire la sonnette d'alarme

L'ONG Human Rights Watch a d'ailleurs profité de la visite de la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton au Nigeria pour mettre cette situation critique sous les feux des projecteurs. Dans son rapport, l'organisme met dos à dos la mouvance islamiste et les forces de l'ordre. Celles-ci seraient coupables, selon le rapport, d'exactions envers les civils et tueraient, sans aucun jugement, des personnes prisonnières suspectées d'appartenir à de Boko Haram. « Le Nigeria fait face à une hausse des violences et une anarchie qui a ruiné la vie de milliers de Nigériens », selon le rapport de Human rights watch.

Depuis 2010, près de 1 400 personnes sont décédées suite à des violences entre musulmans et chrétiens au Nigeria. Dans un pays gangrené par la corruption et où la manne pétrolière ne profite pas à la population, l'insatisfaction sociale règne et des revendications ethniques et religieuses ont donc logiquement émergé. L'organisation humanitaire a expliqué les raisons profondes du mécontentement dans le pays dans une lettre ouverte adressée à la secrétaire d'Etat américaine.

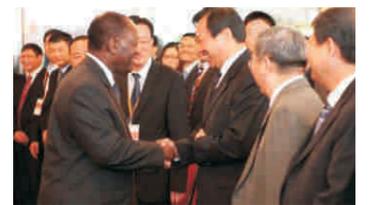
Selon le président de Human rights watch en Afrique, Daniel Bekele, les problèmes « se sont accrus au Nord - la région la plus démunie du pays - où la pauvreté et le chômage maintenus par la corruption ainsi que les exactions couvertes par l'Etat ont créé un environnement dans lequel des groupes militants prospèrent. »

Afrik.com

## Côte d'Ivoire/ Développement économique DES OPERATEURS CHINOIS S'ENGAGENT AUPRÈS DE OUATTARA

Une forte délégation d'hommes d'affaires chinois conduite par Tang Gianguo a échangé ce jeudi en fin de matinée avec le Président ivoirien Alassane Ouattara. Au centre des discussions, le renforcement des coopérations entre les deux pays.

Au sortir d'une rencontre qui a duré une heure environ, situant le contexte de cette visite, le chef de délégation a rappelé qu'elle fait suite au récent voyage effectué par le président ivoirien en République de Chine. « Notre séjour à Abidjan fait suite à la récente visite officielle que le Chef de l'Etat a effectuée en Chine et au cours de laquelle il a présenté de nouveaux programmes de développement. Nous, hommes d'affaires chinois, sommes disposés à



l'accompagner », a ajouté Tang Gianguo, énumérant de passage certaines réalisations faites par son pays en Côte d'Ivoire.

Au nombre des projets réalisés figurent, la construction du palais de la culture de Treichville et d'un Théâtre à ciel ouvert ainsi que des projets d'aménagement hydraulique. C'est pourquoi, la Chine veut renforcer sa coopération avec les autorités ivoiriennes en vue de contribuer au développement économique de la Côte d'Ivoire.



# INTERNET HAUT DÉBIT POUR TOUS

À compter du 1<sup>er</sup> Juin 2012

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

## HELIM nomade

Où je veux, quand je veux!

### FACTURATION AU VOLUME

FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ
64Mo	485 F CFA	2j
128Mo	990 F CFA	3j
256Mo	1 985 F CFA	5j
512Mo	3 960 F CFA	10j
1Go	7 880 F CFA	15j
2Go	15 760 F CFA	20j
3Go	23 600 F CFA	30j



**FACTURATION  
AU VOLUME**  
Pour des débits de connexion  
supérieurs à 200 Kb/s



Prix de la clé HELIM Nomade : **24 995 F TTC**

### FACTURATION À LA DURÉE

TEMPS DE CONNEXION	PRIX TTC
1H	360 F CFA

- Facturation par pas de 15mn
- Pas entamé facturé entièrement
- Tarif unique pour toute la journée (suppression d'heure creuse)

illico  
le fixe sans fil

**FACTURATION  
À LA DURÉE**  
Pour des débits de connexion  
jusqu'à 200 Kb/s



Frais de mise en service Internet : **5 900 F TTC**

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

#### ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale  
Avenue Nicolas GRUNTZKY,  
ancien siège  
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM  
Ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE  
Juste après la Brasserie BB  
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME  
Face Église d'Adidogomé  
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME  
Face mosquée de l'ex Zongo  
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS  
Carrefour Fréau Jardin  
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO  
Espace HELIM, ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT  
Près du Rond-Point du PAL  
Tél : (228) 22 27 46 03

#### ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE  
Près du grand marché de NDANYI  
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO  
Dans le bâtiment de l'UTB  
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME  
Près de la Préfecture  
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME  
Face à la station TOTAL  
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE  
Face au marché - Après CNSS  
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA  
Près du stade Municipal  
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG  
Face au commissariat  
Tél : (228) 27 70 83 00

**TOGO TELECOM, La Référence**

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)